



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي  
ⵎⴰⴽⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴽⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴽⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴽⴷⴰⵢⵜ  
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE  
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE  
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  
DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT,  
DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 08/CSEFRS/2015

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA  
FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LOT N° 8 : GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE.



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Architecte	Groupement de bureaux d'études
<b>Bachir BIAD</b> Av.Zaytioune Imm 7, appar 1, Hay Ryad - Rabat <b>Tél : 0537 57 10 21 – 0661 57 48 07</b> <b>Fax : 0537 57 10 20</b>	<b>Gold Etudes &amp; PIQ-Services SARL</b> & N°1- Rue Moulay Abdelhafid- Appart N°2- Hassan- Rabat Tél : 05-37-76-63-00 - Fax : 05-37-76-63- 02

## Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION : .....	3
ARTICLE 2 : MESURES EN FAVEUR DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE : .....	3
ARTICLE 3 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX : .....	3
ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE / MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : .....	3
ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS : .....	3
ARTICLE 7 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS : .....	4
ARTICLE 8 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS : .....	6
ARTICLE 9 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS : .....	7
ARTICLE 10 : MONNAIE CONVERTIBLES DANS LEQUELLE LE PRIX DES OFFRES DOIT ETRE EXPRIME : .....	7
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS : .....	7
ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS : .....	8
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES : .....	8
ARTICLE 14 : LES CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE : .....	8
ANNEXE I .....	12
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT .....	12
ANNEXE II .....	14
DECLARATION SUR L'HONNEUR (*) .....	14
ANNEXE III .....	15
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DE L'ENCADREMENT TECHNIQUE PROPOSE .....	15

## **ARTICLE N° 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION :**

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet : CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

### **Lot n° 8 : GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des achats du Conseil et le Décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret n°2-12-349 est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n° 2-12-349.

## **ARTICLE N° 2 : MESURES EN FAVEUR DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE :**

Le marché n'est pas réservé à la seule petite et moyenne entreprise. L'appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises qui répondent aux critères d'admission prévu dans le présent règlement de consultation.

## **ARTICLE N° 3 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX :**

Les travaux comprennent l'ensemble des travaux précisés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et dans les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge tous les travaux indiqués dans le CPS ; il ne pourra sous-traiter certains travaux que dans les conditions prévues à l'article 158 du décret n° 2-12-349 et aux prescriptions du CPS.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur la base des prescriptions techniques du projet établi par l'Administration. Toute offre non conforme au CPS ou contenant une réserve sera écartée.

## **ARTICLE N° 4 : MAITRE D'OUVRAGE / MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE :**

1. Le Maître d'Ouvrage est : Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.
2. La Maîtrise d'Ouvrage Déléguée est assurée par : Le Ministère de l'Equipeement du Transport et de la Logistique représentée par la Direction Régionale de l'Equipeement du Transport et de la Logistique de RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER.

## **ARTICLE N° 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales comprenant :
  - i) Les clauses générales administratives et financières ;
  - ii) Les clauses techniques et devis descriptifs ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (voir modèle annexe I du présent RC) ;
- d) Le cadre du Bordereau des prix – détail estimatif ;
- e) Le modèle de déclaration sur l'honneur (voir modèle en annexe II du présent RC) ;
- f) Le présent règlement de la consultation ;
- g) Le modèle des CV (voir en annexe III du présent RC).

## **ARTICLE N° 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2.12.349 précité :

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le décret 2.1.349, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2.12.349.
- les personnes visées à l'article 22 de la loi n° 78-00 portant charte communale promulguée par le dahir n°1-02-29 en date du 25 rajab 1423 (03 octobre 2002) pour les marchés des communes ;
- les personnes visées à l'article 24 de la loi n° 79-00 relative à l'organisation des collectivités préfectorales et provinciales promulguée par le dahir n°1-02-269 en date du 25 rajab 1423 (03 octobre 2002) pour les marchés des préfectures et provinces ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

#### **ARTICLE N° 7 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2.12.349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et éventuellement un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

##### **7.1 Le dossier administratif comprend :**

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :
  - a) une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret 2.1.349 ;
  - b) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
  - c) pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret 2.12.349.
2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2.12.349 :
  - a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
    - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
    - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
      - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
      - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
      - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2.12.349. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2.12.349 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.  
La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.
- d) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

## **7.2 Dossier technique :**

### **7.2.1 Pour les concurrents installés au Maroc :**

Conformément aux dispositions du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il est exigé des concurrents installés au Maroc, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur	Qualification	Classe minimale
<b>K</b>	<b>K4</b>	<b>3</b>

Ou :

Secteur	Qualification	Classe minimale
<b>11</b>	<b>11.4</b>	<b>2</b>

Ce certificat tient lieu de dossier technique.

### **7.2.2 Pour les concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification :**

Conformément aux dispositions du §B de l'article 25 du Décret n° 2.12.349 précité, il est exigé des concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification la production de :

- une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

## **7.3 Offre technique :**

L'offre technique doit être présentée dans une enveloppe distincte et comprend ce qui suit :

### **7.3.1 Encadrement technique :**

Chaque concurrent devra présenter :

- L'organigramme (structure et fonction) qu'il propose pour le chantier. L'organigramme de chantier doit préciser le nombre et la qualification des ingénieurs et techniciens supérieurs qui seront affectés aux travaux du présent lot.
- Les curriculum vitae (CV) des ingénieurs et techniciens supérieurs qui seront affectés sur chantier aux travaux.  
Ces CV seront établis suivant le modèle en annexe III.  
Chaque CV doit être co-signé par le cadre proposé et le Directeur de l'entreprise dont il relève.  
Les copies certifiées conformes à l'original des diplômes du cadre proposé doivent obligatoirement être joints au CV.

### **7.3.2 Conformité de la solution technique :**

Chaque concurrent devra présenter :

- **Un mémoire technique descriptif des équipements, appareils et accessoires proposés conformément aux prescriptions du CPS. Ce mémoire doit être accompagné des prospectus, brochures, avis techniques et tout document de présentation du produit proposé pour les équipements cités dans l'article 14 du présent règlement.**

### **7.3.3 Planning et Méthodologie des travaux :**

Découlant de l'organisation et des moyens humains et matériels proposés et comprenant :

- Les plannings Gantt détaillés des travaux faisant ressortir les phasages et les délais des travaux et leur enchaînement ;
- La méthodologie de réalisation des travaux.

Pour faciliter l'évaluation par la commission, un soin doit être apporté à la clarté de l'explication du cheminement logique existant entre l'organisation du chantier et les moyens humains et matériels mis en œuvre d'une part, et les plannings et méthodologie de réalisation des travaux qui en découlent, d'autre part.

## **ARTICLE N° 8 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :**

### **1 - CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.12.349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 7-1 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 7-2 ci-dessus) ;
- Une offre technique (Cf. article 7.4 ci-dessus);
- L'offre financière (1):

(1) L'offre financière comprend :

- a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.  
Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.  
Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret 2.12.349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.
- b) le bordereau des prix et le détail estimatif.  
Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.  
Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.  
Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.  
En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.  
En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

- c) Le bordereau des prix pour approvisionnements.\*

## **2 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité :

- 1 - le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :
  - le nom et l'adresse du concurrent ;
  - l'objet du marché
  - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
  - l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".
- 2 - Ce pli contient deux enveloppes distinctes lorsque l'offre technique n'est pas exigée ou trois enveloppes distinctes lorsque la présentation d'une offre technique, incluant ou non une offre variante, est exigée :
  - a) la première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet ainsi que le dossier additif, le cas échéant. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique";
  - b) la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention "offre financière".
  - c) la troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention "offre technique".
- 3 - Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :
  - le nom et l'adresse du concurrent ;
  - l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
  - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

## **ARTICLE N° 9 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS :**

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue française.

## **ARTICLE N° 10 : MONNAIE CONVERTIBLES DANS LEQUELLE LE PRIX DES OFFRES DOIT ETRE EXPRIME :**

Les prix de l'offre doivent être formulés et exprimés en Dirhams.

Cependant, le concurrent non installé au Maroc peut exprimer son prix en partie ou en totalité dans une monnaie étrangère de son choix à condition qu'elle soit directement convertible au Dirham. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

## **ARTICLE N° 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2.12.349 précité, les plis sont aux choix des concurrents :

- 1- soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2.12.349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis déposés ou reçus par courrier resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret 2.12.349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans comme il est prévu au présent article.

#### **ARTICLE N° 12 : RETRAIT DES PLIS :**

Conformément à l'article 32 du décret 2.12.349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2.12.349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret 2.12.349.

#### **ARTICLE N° 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :**

Conformément à l'article 33 du décret 2.12.349, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Conformément aux dispositions de l'article 152 du décret 2.12.349 relatif au délai d'approbation du marché, dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa ci-dessus, le délai de validité visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

#### **ARTICLE N° 14 : LES CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE :**

##### **A- CRITERES D'ADMISSIBILITE :**

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

**Les critères qui seront adoptés par la commission, sur la base des documents fournis par les différents candidats, sont les suivants :**

- 1- Entreprise **installée au Maroc** ayant le certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur	Qualification	Classe minimale
K	K4	3

Ou :

Secteur	Qualification	Classe minimale
11	11.4	2

Toute entreprise installée au Maroc qui ne satisfait pas à ce critère sera évincée.

- 2- Entreprise **non installée au Maroc** dispensée du Certificat de qualification et classification :

- Les attestations de références fournis dans le dossier technique doivent relever du domaine de construction : spécialisation en électricité ;
- L'entreprise doit disposer au minimum de deux références pour des projets similaires au présent appel d'offres, et ce dans les trois dernières années.

Toute entreprise non installée au Maroc qui ne satisfait pas l'un des critères cités ci-dessus sera évincée.

##### **B- CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE :**



Conformément à l'article 38 du décret 2.12.349, l'examen des offres techniques concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif visées à l'alinéa 1) du paragraphe I-A et l'alinéa 1) du paragraphe II de l'article 25 du décret 2.12.349, du dossier technique. La commission procède, à huis clos, à l'évaluation des offres techniques.

Elle élimine les concurrents qui ont présenté des offres techniques non conformes aux spécifications exigées par le règlement de consultation ou qui ne satisfont pas aux critères qui y sont prévus.

La commission d'appel d'offres peut demander par écrit à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs offres techniques. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans lesdites offres.

La commission d'appel d'offres peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou constituer une sous-commission pour analyser les offres techniques. Les conclusions de ceux-ci sont consignées dans des rapports qu'ils établissent et signent.

La commission arrêtera la liste des concurrents retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques. Pour cet examen, il est prévu une grille de notation qui sera attribuée suivant la procédure suivante : Une note technique « **Nt** » variant de 0 à 100 points sera attribuée à chaque concurrent. Cette note tiendra compte de la qualification de l'équipe d'encadrement technique, de la qualité des équipements proposés en réponse aux exigences du CPS ainsi que de la planification et de la méthodologie de réalisation des travaux conformément aux spécifications du CPS.

#### **B-1. Encadrement technique N1 (30 points) :**

Eléments servant pour la notation : pièces correspondantes énumérées dans le paragraphe 7.3.1 de l'article 7

Cette note sera attribuée en tenant compte des qualifications, de la compétence et de l'expérience des ingénieurs et des techniciens supérieurs proposés ainsi que de leurs affectations suivant l'organigramme.

L'encadrement technique du chantier doit être constitué au moins du :

##### **Directeur technique des travaux (15 pts) :**

Ingénieur hautement qualifié ayant assuré la direction de chantiers similaires.

La note correspondante à ce poste sera décomposée comme suit :

- Les qualifications générales (Diplômes ingénieur, études supérieures, compétences...) du cadre proposé ainsi que la conformité de ces qualifications aux tâches à accomplir pour les travaux du présent lot :

• diplôme d'ingénieur	:	<b>10 points</b>
• ingénieur assimilé	:	<b>05 points</b>
• autre ou non précisé	:	<b>00 points</b>

**NB :** Est considéré comme ingénieur assimilé tout cadre proposé ayant un niveau de formation Bac + 5 scientifique avec formation complémentaire dans un domaine lié à l'objet du présent appel d'offres.

- Expérience du cadre technique proposé pour ce poste :

• Expérience dans le poste $\geq 05$ ans	:	<b>05 points</b>
• 2 ans $\leq$ Expérience dans le poste $< 5$ ans	:	<b>03 points</b>
• Expérience dans le poste $< 2$ ans	:	<b>00 points</b>

##### **Responsable technique des travaux (15pts) :**

Cadre hautement qualifié ayant assuré la direction de chantiers similaires.

La note correspondante à ce poste sera décomposée comme suit :

- Les qualifications générales (Diplômes ingénieur, études supérieures, compétences...) du cadre proposé ainsi que la conformité de ces qualifications aux tâches à accomplir pour les travaux du présent lot :

• diplôme d'ingénieur ou assimilé	:	<b>10 points</b>
• technicien ou équivalent	:	<b>08 points</b>
• autre ou non précisé	:	<b>00 points</b>

**NB :** Est considéré comme ingénieur assimilé tout cadre proposé ayant un niveau de formation Bac + 5 scientifique avec formation complémentaire dans un domaine lié à l'objet du présent appel d'offres.

- Expérience du cadre technique proposé pour ce poste :
  - Expérience dans le poste  $\geq 05$  ans : **05 points**
  - $2\text{ans} \leq \text{Expérience dans le poste} < 05$  ans : **03 points**
  - Expérience dans le poste  $< 02$ ans : **00 points**

**B-2. Planning et Méthodologie de réalisation des travaux N2 : (05 points) :**

Eléments servant pour la notation :

Pièces correspondantes énumérées dans le paragraphe 7.3.3 de l'article 7 ci-dessus.

- Du caractère réaliste des plannings selon l'organisation et les moyens humains et matériels proposés et des rendements.
- Du phasage et de l'ordonnancement des travaux tel qu'il ressort sur le planning qui devra faire apparaître les chemins critiques, les dates butoirs correspondant aux délais partiels proposés et au délai global contractuel.
- De la méthodologie de réalisation des travaux.

Cette note sera répartie comme suit :

- Planning détaillé des travaux et cohérente et complète cohérent et : **05 points**  
complet
- Planning moyennement détaillé et méthodologie de réalisation des : **02 points**  
travaux moyenne
- Planning et méthodologie des travaux incohérents ou incomplets : **00 points**

**B-3. Qualité et précision de la solution technique proposée par l'entreprise (N3 sur 65 points):**

Chaque concurrent devra présenter un mémoire technique descriptif des équipements, appareils et accessoires proposés conformément aux prescriptions du CPS et de marque de renommée et de grande qualité. Ce mémoire doit être accompagné des prospectus, brochures, avis techniques et tout document de présentation du produit proposé pour les équipements cités ci-dessous, faisant ressortir les caractéristiques techniques des équipements et matériels

La note N3 est répartie de la façon suivante :

• Poste de supervision et Sous-stations	20
<b>Capteurs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Débitmètre d'eau</li> <li>• Vanne motorisée</li> <li>• Indicateur linéaire niveau de gasoil</li> <li>• Analyseur de réseau TGBT</li> <li>• Analyseur de réseau énergie solaire</li> <li>• Intégration énergie solaire</li> <li>• Sondes de température tout type</li> <li>• Sonde qualité d'air</li> <li>• Pressostat différentiels</li> <li>• Carte à relais pour ascenseur</li> <li>• Sonde crépusculaire</li> </ul>	20
• Ecran LED 46', imprimante alarme, imprimante journaux et mobilier poste de supervision	12
• Gestion éclairage VIP	13

**B-4. NOTE TECHNIQUE GLOBALE (Nt):**

La note technique globale sera :

$$Nt = N1 + N2 + N3$$

**B-5. NOTE ELIMINATOIRE :**

Toute offre ayant obtenue une note technique (Nt) sur cent (100) inférieures à **soixante-quinze (75)** sera définitivement écartée sans qu'il soit nécessaire de prendre en compte le prix proposé.

**B-6. ATTRIBUTION DU MARCHE :**

La commission attribuera le marché au concurrent dont l'offre financière est la moins disante parmi les concurrents retenus à l'issus de l'examen des dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent ainsi que la notation de l'offre technique sous réserve de l'application des dispositions des articles 40 et 41 du décret 2.12.349 le cas échéant.

**ANNEXE I**  
**MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**

-----

**ACTE D'ENGAGEMENT**

**A - Partie réservée à l'Administration**

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 08/CSEFRS/2015

Objet du marché : CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

lot n°8 : GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE

passé en application de l'alinéa 2, § 1 de l'article 16 et (§) 1 de l'article 17et alinéa 3, § 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

**B - Partie réservée au concurrent**

a) Pour les personnes physiques :

Je (4), soussigné :..... (prénom, nom et qualité)....., agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (4), adresse du domicile élu ..... affilié à la CNSS sous le ..... (5) inscrit au registre du commerce de .....(localité).....sous le n°..... (5) n° de patente ..... (5)

b) Pour les personnes morales :

Je (4), soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)..... agissant au nom et pour le compte de .....(raison sociale et forme juridique de la société)..... au capital de ..... adresse du siège social de la société .....adresse du domicile élu .....affiliée à la CNSS sous le n°..... (5) et (6) inscrite au registre du commerce.....(localité)..... sous le n°..... (5) et (6) n° de patente ..... (5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier (d'appel d'offres, du concours, du marché négocié)(1) concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres, du concours, de la procédure négociée) (1) (8) ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir (7) (8):

- montant hors T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)
- taux de la T.V.A. : .....(en pourcentage)
- montant de la T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A comprise : .....(en lettres et en chiffres)

L'Etat ou l'établissement public ou la région ou la préfecture ou la province ou la commune (1) se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte .....à la trésorerie générale, bancaire, ou postal (1) ouvert à mon nom(ou au nom de la société) à ....(localité)....., sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro .....(1)

Fait à ..... le .....

(Signature et cachet du concurrent)

-----

(1) supprimer les mentions inutiles

- (2) indiquer la date d'ouverture des plis)
- (4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
- a) mettre : « Nous, soussignés ..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)
  - b) ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
  - c) préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.
- (5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

**ANNEXE II**  
**DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)**

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 08/CSEFRS/2015

Objet du marché : CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

**lot n°8 : GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE**

A - Pour les personnes physiques

Je soussigné, .....(nom, prénom, et qualité).....Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :.....affilié à la CNSS sous le n° :.....(1)inscrit au registre du commerce de.....(localité)..... sous le n°.....(1) n° de patente .....(1)n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB).....

B - Pour les personnes morales

Je soussigné, .....(nom, prénom et qualité au sein de l'entreprise).....Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société)..... au capital de.....adresse du siège social de la société .....adresse du domicile élu .....affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)inscrite au registre du commerce ..... (localité)..... sous le n°..... (1)n° de patente .....(1)n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(2) .....(RIB)....., en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Déclare sur l'honneur :**

1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;

3 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

4 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) précité ;
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc. (3)

5 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

6 - m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché ;

7 - atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité ;

8 - je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;

9 - je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à ....., le .....

Signature et cachet du concurrent

-----

Nota : (\*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

**ANNEXE III**  
**MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DE L'ENCADREMENT**  
**TECHNIQUE PROPOSE**

Poste :

Nom de la société / l'organisme :

Nom de l'employé :

Profession :

Date de naissance :

Nombre d'années d'emploi par la société/l'organisme :                      Nationalité :

Affiliation à des associations/groupements professionnels :

Attributions spécifiques :

**Formation :**

(Résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus)

**Expérience professionnelle :**

(Dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chaque emploi, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieux de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée, les principales références des travaux correspondants à ces activités, leur coût et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références).

Cette expérience doit appuyer les copies certifiées conformes à l'original des attestations délivrées par les employeurs du cadre proposé.

Ces éléments permettront notamment la notation de l'encadrement technique de l'entrepreneur.

**Langue :**

(Indiquer, pour chacun, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/bon/excellent, en ce qui concerne le niveau de maîtrise de la langue : lue/écrite/parlée)

**Lien juridique avec le concurrent :**

**NB :**

- Les copies certifiées conformes à l'original des diplômes du cadre proposé doivent obligatoirement être joints au CV.
- Le CV doit être co-signé par le cadre proposé et le Directeur de l'entreprise à qui appartient ce cadre et cacheté par cette dernière.

APPEL D'OFFRES N° 08/CSEFRS/2015

PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE  
L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LOT N° 8 : GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE.

<p><u>BET</u></p>	<p><u>ARCHITECTE</u></p>
<p><u>PRESENTE PAR</u></p>  <p><u>Abdelillah HAIDOURI</u></p>	<p><u>LU ET ACCEPTE PAR L'ENTREPRENEUR</u></p>
<p><u>VU ET APPROUVE PAR</u></p>  <p><b>Ahmed RAHMOUNI</b> Chef de la Division des Finances et de la Comptabilité</p>	